Détroit d'Ormuz

Un pétrolier algérien détourné vers les eaux territoriales iraniennes

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4836 - Dimanche 21 juillet 2019 – Prix : 10 DA

Après la flambée des prix des fruits et légumes

Le prix du poulet s'envole

Page 3

Trois morts en moins de 24h dans des plans d'eau à Médéa

La série des noyades s'allonge

Page 24

La guerre par erreur ou par provocation ?

Par Mohamed Habili

La Grande-Bretagne est l'un des trois pays européens, aux côtés de l'Allemagne et de la France, signataires de l'accord de Vienne relatif au programme nucléaire iranien, qui en apparence tentent de sauver celui-ci suite au retrait américain, intervenu l'année dernière. Cependant, elle s'y prend, elle tout particulièrement, d'une manière qui fait douter de ses intentions. Une partie désireuse réellement de sauver un accord dont la finalité véritable est le maintien de la paix dans la région du Golfe a pour premier devoir de ne rien entreprendre qui ressemble à de la provocation. Or c'est précisément ce que la Grande-Bretagne a fait en faisant arrêter le 4 juillet dernier par sa marine un pétrolier iranien passant par le détroit de Gibraltar. On n'a pas cessé ces derniers temps de craindre l'éclatement d'une nouvelle guerre au Golfe survenant par erreur, autant dire donc contre la volonté de ses protagonistes. Résultat : on a perdu de vue que " par erreur ", il faut aussi entendre " par provocation ". Et alors, l'intention n'est pas absente, même si son objectif n'est pas nécessairement de mettre immédiatement le feu aux poudres. L'arraisonnement du pétrolier iranien, Grace 1, en plus de ressortir à de la piraterie, est une première provocation à l'égard de l'Iran. La décision prise par Gibraltar de l'immobiliser trente jours supplémentaires en constitue la deuxième. On s'attendait déjà à ce que l'Iran réagisse symétriquement dès la première. Il ne l'a pas fait, s'interdisant sans doute de rien faire dans la précipitation et sous l'effet de la colère. Suite en page 3

Un week-end à inscrire dans l'Histoire

Retour de l'Algérie qui gagne

Ph/Soraya El Haddad

C'est une Algérie nouvelle, avec ses deux facettes, revendicative et festive, que l'on a retrouvée ce week-end. Et quoi de plus convaincant que le football, surtout auréolé d'une Coupe continentale, pour réinjecter en l'Algérien son africanité ? Lire page 2

RND

Mihoubi promet d'ériger le parti en «véritable pôle politique»

Page 4

Musique

Un programme riche à l'Opéra d'Alger

Page 13

Un week-end à inscrire dans l'Histoire

Retour de l'Algérie qui gagne

■ *C'est une Algérie nouvelle, avec ses deux facettes, revendicative et festive, que l'on a retrouvée ce week-end. Et quoi de plus convaincant que le football, surtout auréolé d'une Coupe continentale, pour réinjecter en l'Algérien son africanité ?*

Reportage photo Soraya El Haddad

Par Nadjib Stambouli

Des esprits chagrins et experts en mauvais augures, qui bien sûr ont changé d'avis au coup de sifflet libérateur offrant aux Verts la Coupe d'Afrique, s'étaient faits fort de crier à l'aliénation devant la formidable adhésion des Algériens, les jeunes et ceux qui le sont moins, autour de leur équipe nationale. Ils ont invoqué le détournement des revendications populaires pour un changement radical du système, telles qu'exprimées tous les vendredis depuis plusieurs mois, au profit d'un engouement pour le football, à leurs yeux dégradant et porteur d'une jubilation puérile et factice. Dans ce cas, vive l'aliénation, si elle aboutit à une communion entre jeunes et vieux, sans distinction de classe ni de sexe, encore moins de régions, tous agrégées autour de la même Algérie, celle qui gagne et procure de la joie collective, en l'occurrence. Ce qu'ils font mine d'oublier et s'efforcent de perdre de vue, c'est que dans les marches populaires, au stade du Caire et sur le parcours des Verts à leur retour au pays, c'est le même emblème national qui est arboré et déployé. Il n'y a pas deux patriotismes distincts, celui qui réclame, exige même, la venue au monde démocratique et républicaine de l'Algérie nouvelle d'une part, et de l'autre, un patriotisme qui se confine dans la harangue de l'Equipe nationale et qui se range aux oubliettes sitôt la victoire scandée, chantée et dansée. Hier, au retour triomphal des Verts, tout nous semblait plus beau. Le camion avec ses deux étoiles, autant de titres africains gagnés, la foule joyeuse aux couleurs bigarrées, les joueurs bien sûr dans leur tenue de combat sportif devenue habit vert, même les policiers, les gendarmes portaient des uniformes dans lesquels ils semblaient plus élégants, plus pimpants que d'habitude. Et ça, c'est la magie du foot, mais aussi l'alchimie unificatrice déclenchée depuis le 22 février, que l'on peut comprimer sous le terme générique, plutôt rassembleur, de «Silmya». De là à dire que les sirènes stridentes, soufflées par les motos et les voitures de l'escorte, tenaient moins de la cacophonie que de la symphonie mélodieuse, il n'y a qu'un pas que la ferveur autour de nos champions nous fera franchir allègrement. On se prend et se surprend à sur-admirer nos héros, alors que «Coach Djamel», pour user du jargon sportif, a déteint sur ses «poulains» par sa modestie et son humilité. Portés par l'élan victorieux et n'ayant d'autre occupation que celle de savourer la victoire, on en oublie qu'ils ne sont héros que parce qu'ils se sont astreints à une discipline de spartiates et qu'ils n'ont gagné cette coupe, surnommée par le génie populaire algérien «El kahloucha» que parce que le même «Coach Djamel» a transformé dans leur tête le réflexe de perdant en celui de gagnant, de gagneur même.

On connaissait comme symbole de mauvais présage le «signe indien», on connaît désormais «le signe algérien», réuni dans cette osmose entre réveil «hirakien» de tout un peuple et victoire de son équipe nationale qui lui a offert le cadeau de ses rêves, une Coupe d'Afrique. Ce serait aller vite en besogne et verser dans le triomphalisme de mauvais aloi que de conclure au bonheur de l'Algérie à partir de cette coupe arrachée de haute lutte et de fervents espoirs. A ceci près que cette fabuleuse victoire n'aurait jamais été arrachée sans une immense part de rêve. Et ce peuple qui a transformé son rêve en réalité tangible sur le terrain de football est tout aussi capable de transformer ses rêves d'une Algérie plus belle et plus digne de sa combativité pacifique en réalité tout aussi tangible.

Merci les Verts de nous avoir prodigué tant de plaisir et d'avoir réconcilié en nos âmes le réflexe presque oublié de faire la fête. Que cette offrande soit présentée un vendredi est un autre symbole, une autre promesse de lendemains plus riches de bonheurs mérités par les Algériens.

N. S.

Lire également pages 22 et 23

Détroit d'Ormuz

Un pétrolier algérien détourné vers les eaux territoriales iraniennes

Le pétrolier «Mesdar» appartenant à Sonatrach, a été contraint avant-hier de mettre le cap vers les eaux territoriales iraniennes, par les garde-côtes de la marine iranienne, au moment où il traversait le détroit d'Ormuz. C'est ce qu'a annoncé hier la compagnie nationale des hydrocarbures, sans toutefois donner les raisons de cette confiscation.

Par Lynda Naili

«*Le vendredi 19 juillet 2019, à 19h30 heure algérienne, le pétrolier «Mesdar», de 2 000 000 de barils de capacité, propriété de Sonatrach, a été contraint de mettre le cap vers les eaux territoriales des côtes iraniennes, par les garde-côtes de la marine iranienne, au moment où il traversait le détroit d'Ormuz*», a expliqué la même source dans un communiqué, et d'ajouter que «*le navire se dirigeait, en fait, vers Tanura pour charger du pétrole brut pour le compte de la compagnie chinoise Unipec*».

A cet effet, une cellule de suivi a été immédiatement mise en place entre les départements ministériels de l'Energie et des Affaires étrangères, jusqu'au dénouement de cette affaire à 20h45, a fait savoir Sonatrach, précisant qu'«*aucun incident humain ou matériel n'a été enregistré*».

Dans ce contexte, il est à noter que le «Mesdar» n'est pas le seul méthanier à avoir connu ce sort, puisque un pétrolier battant pavillon britannique, saisi par l'Iran, était ancré hier aussi au port de Bandar Abbas (sud) pour «*non-respect du code maritime international*». Une enquête a été ouverte après la collision de ce tanker avec un bateau de pêche, ont indiqué les autorités portuaires. Le directeur général de l'organisation portuaire et maritime de la province de Hormozgan où est situé le port, Allah-Morad Afifipoor, cité par l'agence de presse iranienne Fars, a affirmé que le «Stena Impero» était «*entré en collision avec un bateau de pêche sur sa route. Et conformément à la loi, après un accident, il est nécessaire d'enquêter sur les causes*». «*L'enquête sur les causes de l'accident a été ouverte ce jour* (hier) *par les experts relevant de l'Autorité portuaire et maritime de la province de Hormozgan*», a-t-il ajouté. Aprsè la collision, les personnes à bord du bateau de pêche avaient «*contacté le navire britannique mais n'avaient pas reçu de réponse*». Ils ont alors informé l'Autorité portuaire de Hormozgan «*conformément aux procédures légales*», a-t-il poursuivi, précisant que les 23 membres d'équipage «*sont tous à bord*». «*L'une des raisons pour lesquelles le pétrolier a été saisi pour davantage d'investigations est qu'il a continué sa route pendant un moment avec son transpondeur éteint*», a dit ensuite le responsable iranien à l'agence de presse ILN. «*Dix-huit dont le capitaine sont de nationalité indienne et les cinq autres sont de nationalité philippine, lettone ou russe*». Londres avait annoncé avant-hier la saisie de «*deux navires*» par l'Iran. Le propriétaire suédois d'un pétrolier battant pavillon britannique, «*confisqué*» par les Gardiens de la Révolution iraniens, a confirmé avoir perdu le contact avec ce navire après une «*attaque*» dans le détroit d'Ormuz. L'annonce de cette saisie survient quelques heures après la décision de la Cour suprême de Gibraltar de prolonger pour 30 jours l'immobilisation d'un pétrolier iranien, «le Grace 1» arraisonné le 4 juillet par les autorités de ce territoire britannique, et soupçonné de vouloir livrer du brut à la Syrie en violation des sanctions européennes contre Damas. L'Iran a nié cette accusation et dit qu'il riposterait à cet acte de «*piraterie*».

Suite à quoi, les Européens ont exhorté hier l'Iran à libérer un pétrolier battant pavillon britannique arraisonné dans le détroit d'Ormuz, la Grande-Bretagne dénonçant un acte «*dangereux*» et appelant les navires britanniques à éviter ce passage maritime stratégique où se multiplient les incidents. En effet, l'Allemagne et la France ont sommé l'Iran de relâcher le «Stena Impero». «*Une nouvelle escalade serait très dangereuse pour la région*», a averti Berlin. «*Une telle action nuit à la nécessaire désescalade des tensions dans la région du Golfe*», a mis en garde Paris. «*Cela ne fait que montrer ce que je dis de l'Iran: des problèmes, rien que des problèmes*», a dit vendredi le président américain Donald Trump. Les autorités indiennes, philippines et lettones ont, elles aussi, disent avoir demandé à l'Iran de libérer leurs ressortissants. Jeudi dernier, les Gardiens de la révolution avaient déjà annoncé détenir un autre tanker «*étranger*», et son équipage soupçonnés de se livrer à de la «*contrebande*» de carburant dans le Golfe. Aucune indication n'a été donnée depuis sur ce navire. La région du Golfe et du détroit d'Ormuz, par où transite le tiers du pétrole acheminé par voie maritime sur la planète, se trouve au cœur des tensions, sur fond de bras de fer entre l'Iran et les États-Unis qui y ont renforcé en mai leur déploiement militaire en arguant de «*menaces iraniennes*» non précisées. Ces dernières 24 heures ont été marquées par une polémique à propos d'un drone «iranien» que les Américains disent avoir abattu dans le détroit. Mais l'Iran a démenti affirmant n'avoir perdu aucun drone. Les tensions entre Téhéran et Washington, qui n'entretiennent pas de relations diplomatiques depuis 1980, se sont envenimées depuis le retrait unilatéral américain de l'accord nucléaire de 2015 et le rétablissement des sanctions économiques américaines qui nuisent fortement à l'économie iranienne.

L. N.

LA QUESTION DU JOUR

La guerre par erreur ou par provocation ?

Suite de la page une

Et puis est venue la deuxième provocation, qui elle ne pouvait pas rester sans réponse sans qu'il encoure le risque de voir toutes les mers du monde se fermer devant ses bateaux. Dans cette affaire, la Grande-Bretagne s'est dans le fond livré à un jeu similaire à celui du Canada lors de l'arrestation de la directrice financière du géant chinois des Télécoms, Huawei, en décembre de l'année dernière, c'est-à-dire en alliés non déclarés prenant néanmoins leur part dans un conflit ayant déjà commencé. Le Canada n'est pas engagé dans une guerre commerciale avec la Chine. N'empêche, c'est à lui qu'il a échu d'arrêter la responsable de Huawei, qui plus est la propre fille du fondateur de cette entreprise. De même, la Grande-Bretagne ne s'étant pas retirée de l'accord de 2015, n'est pas tenue de sévir économiquement contre l'Iran. C'est pourtant elle qui la première a arraisonné un pétrolier iranien. Bien sûr sur demande américaine, même si elle a pris la précaution de se réclamer ce suffisant non pas d'une loi américaine mais d'une décision européenne visant non pas l'Iran mais la Syrie. Dans les deux cas, Canada et Grande-Bretagne ont invoqué l'indépendance de leurs justices. Ce ne sont pas leurs gouvernements qui auraient pris ce genre d'initiatives, mais leurs justices, agissant en toute indépendance. Prise d'otage d'un côté, acte de piraterie de l'autre, sont ainsi imputés à leurs appareils judiciaires, sans souci pour leur renommée. Les deux pays se sont comportés comme des agents provocateurs pour le compte de leur chef : les Etats-Unis. Avec l'Iran, ce qui devait arriver n'a pas manqué de se produire : un tanker britannique est pris dans le détroit d'Ormuz par les gardiens de la révolution. Il ne sera pas relâché avant que Gibraltar ne laisse partir le pétrolier transportant une cargaison iranienne.

M. H.

Après la flambée des prix des fruits et légumes

Le prix du poulet s'envole

Pas de répit pour le porte-monnaie du citoyen algérien. Après la flambée des prix des fruits et légumes, le prix du poulet connait depuis un moment une hausse sans fin. En effet, selon ses vendeurs, le prix de cette viande blanche «*est juste à son début de hausse, il pourra atteindre les 350 DA dans les jours à venir*».

Comme d'habitude, les vendeurs ne portent pas le chapeau. Ils rejettent la hausse des prix sur les grossistes. En effet, la viande blanche dons le prix n'a pas dépassé les seuils de 230 à 250 DA durant plusieurs mois, est affiché aujourd'hui à 320 DA le kilo. Ces vendeurs affirment que ce prix n'est qu'à son début de hausse. Selon eux, «*ce prix ne risque pas de stagner ni même de baisser, il montera à 350 DA le kilo dans les jours à venir*». À ces prix-là, le consommateur algérien ne risque pas de remplir son couffin. Lila, maman de trois enfants, nous confie que : «*c'est la période des fêtes, mariages, bien sûr qu'ils vont gonfler les prix*». Ajoutant : «*et c'est bientôt l'Aïd el Adha, les prix des courgettes ainsi que les navets et les carottes vont aussi augmenter*». ". La viande rouge, qui demeure depuis toujours intouchable, ne change pas, elle est à 1 300 DA le kilo. Côté fruits et légumes, la hausse est toujours présente, il suffit de faire un tour dans un des marchés à Alger pour remarquer cette flambée incontrôlable. La pomme de terre, dont le prix n'a pas dépassé les seuils de 40 DA durant plusieurs mois, est affichée au tarif double allant de 70 à 75 DA, soit une hausse de 50%. La carotte dont le coût s'est élevé de 20 à 30%. Son cours, qui n'a pas franchi 40 à 55 DA durant plusieurs mois, oscille entre 70 et 80 DA le kg. La tomate reste intouchable, affichée à 80 DA le kilo. La salade, cette laitue tant demandée et consommée par le citoyen, ne connait pas de hausse car elle est affichée à 80 DA. Le citron est à 400 DA le kg, les haricots verts à 180 DA. Idem pour la courgette, qui n'a pas échappé à la règle de la hausse subitement décidée, est cédée au prix de 80 à 105 DA alors que son prix était fixé entre 70 DA et 85 DA. Les oignons sont à 60 DA le kg, les poivrons connaissent aussi une hausse considérable, cédés à 60 DA il y a un moment, ils sont aujourd'hui affichés à 100 DA le kilo. Les fruits qui étaient abordables ont connu une légère hausse. Le consommateur doit donc soit se priver de dessert pour un moment ou mettre la main à la poche. En effet, la pomme locale est cédée à 220 DA le kilo celle de l'importation est à 600 DA. La banane qui a connu cette année une flambée historique montant à 950 DA le kilo est aujourd'hui cédée à 170 Da et même jusqu'à 190 DA le kg.

Dans les marchés, les acheteurs se transforment en visiteurs, ils regardent, comparent, et se demandent de quoi et comment remplir leurs paniers. Devant cette situation, les consommateurs n'ont de cesse de se plaindre. Une mère de famille croisée au marché dit ne plus être capable de remplir son couffin. «*Ce n'est plus possible, c'est devenu comme un jeu pour eux* (les vendeurs), *aujourd'hui c'est cher demain c'est encore plus cher. Les prix changent souvent. On en a vraiment assez de cette situation*».

Thinhinene Khouchi

RND

Mihoubi promet d'ériger le parti en «véritable pôle politique»

■ Le nouveau secrétaire général par intérim du Rassemblement national démocratique (RND), Azzedine Mihoubi, a promis, hier à Alger, d'ériger le parti en «véritable pôle politique jouissant de la confiance du peuple».

Par Assia G.

S'exprimant après son plébiscite en tant que nouveau secrétaire général par intérim du RND, lors d'une session extraordinaire du conseil national du parti, M. Mihoubi a promis d'ériger le parti «*en véritable pôle politique jouissant de la confiance du peuple, à travers la formation d'une nouvelle génération de cadres et la mise à profit des expériences des anciens cadres*».

Evoquant la situation politique du pays, le nouveau SG par intérim du parti a appelé à «*l'adhésion de toutes les forces à un dialogue national qui servira de plateforme pour l'édification de l'Algérie rêvée par tous*».

A ce propos, M. Mihoubi s'est félicité «*des initiatives réalistes ayant proposé des personnalités pour mener ce dialogue*», soulignant que le parti «*va réfléchir à une initiative qui se croise avec les autres initiatives*».

«*Le parti soutient l'agenda du citoyen et non celles ayant opté pour des cadres illégaux et inconstitutionnels*», a-t-il soutenu, ajoutant qu'«*il y a ceux qui jouent la carte du peuple et s'érigent en son tuteur, alors que le peuple est le seul qui accorde la légitimité*». Au terme de son allocution, M. Mihoubi a salué la position de l'institution militaire vis-à-vis du mouvement populaire (hirak) «*à la lumière de la conjoncture exceptionnelle que vit le pays*», mettant en exergue le rôle de la justice dans la lutte contre la corruption.

Hier, Azzedine Mihoubi avait été plébiscité secrétaire général par intérim du RND pour assurer la gestion des affaires du parti jusqu'à la tenue du congrès. M. Mihoubi remplace ainsi l'ex-secrétaire général du parti, Ahmed Ouyahia, actuellement en détention provisoire dans le cadre d'enquêtes sur des affaires de corruption.

A. G./APS

Crise/Dialogue

Le Front de l'Algérie nouvelle plaide pour la tenue d'une présidentielle le «plus tôt possible»

Le président du Front de l'Algérie nouvelle (FAN), Djamel Benabdeslam, a plaidé, hier à Alger, pour une solution constitutionnelle de la crise politique que traverse le pays, à travers un dialogue «*sérieux et constructif*» qui permettra d'aller le «*plus tôt possible*» vers une élection présidentielle.

Intervenant lors d'une conférence consacrée à la crise politique que traverse le pays, M. Benabdeslam a souligné la nécessité du dialogue en vue de parvenir à un terrain d'entente permettant d'organiser une élection présidentielle «*transparente et honnête*» le «*plus tôt possible*». Il a appelé, dans ce cadre, toutes les forces vives du pays à apporter leur contribution aux efforts de sortie de crise, en transcendant les divergences et en plaçant l'intérêt de la nation au-dessus de toute considération.

Il a salué, par la même occasion, le mouvement citoyen (hirak) qui a «*permis d'enclencher cette nouvelle dynamique pour le changement*», et rendu hommage à l'Armée nationale populaire (ANP) qui «*a accompagné et protégé le peuple dans ce mouvement et veillé à assurer la stabilité du pays en déjouant les complots visant l'Algérie*».

M. Benabdeslam a précisé, à ce propos, que cette conférence initiée par son parti, se veut comme «*un espace de dialogue visant à converger les efforts et les propositions des différents courants politiques et idéologiques, sans exclusion, vers une solution à la crise politique*».

L'intervenant a, en outre, appelé à préserver l'Algérie de toute ingérence étrangère, rappelant que le pays «*a toujours été la convoitise des étrangers dans son histoire*».

Laid F.

Aïd El Adha

Fixation de points de vente de bétail contrôlés à travers le pays

Des points de vente de moutons seront fixés à travers le territoire national pour renforcer l'offre et réduire les prix, en prévision de l'Aïd El Adha, a appris hier l'APS auprès d'un haut responsable du ministère de l'Agriculture, du Développement durable et de la Pêche.

«*Nous travaillons en coordination avec les autorités locales, la Fédération des éleveurs, la Chambre d'agriculture, ainsi que les associations de protection des consommateurs, pour fixer et valider les endroits appropriés au commerce du cheptel durant cette période*», a expliqué le directeur des services vétérinaires, Hachemi Karim Kaddour. Il a souligné que la disponibilité de l'eau potable pour hydrater l'animal était l'un des principaux critères pour choisir un point de vente.

Selon lui, un dispositif spécial a été conçu pour Alger, qui devrait compter beaucoup plus de points de vente, en comparaison avec les autres wilayas, en raison de sa forte population et au nombre d'éleveurs qui devraient y affluer pour écouler leurs cheptels.

Une commission composée de représentants respectivement des ministères de l'Agriculture, le Commerce et l'Intérieur, a été chargée d'inspecter les sites proposés pour en faire des points de vente de moutons, avant de les valider, a-t-il dit.

Par ailleurs, il sera procédé au contrôle systématique de chaque point de vente pour s'assurer que l'éleveur dispose, bel et bien, d'une autorisation de transport délivrée par les services vétérinaires de sa wilaya d'origine et qui atteste de la bonne santé de son bétail.

Une offre «largement» supérieure à la demande

La nouveauté de cette année réside dans la création de cellules comprenant des représentants des chambres d'agriculture et des directions des services agricoles et vétérinaires, pour accueillir l'éleveur dès son arrivée sur les lieux de vente avec son bétail, et l'orienter vers l'espace qui lui a été réservé.

Sur un autre registre, M. Kaddour a fait savoir que des instructions ministérielles ont été adressées aux autorités locales, à l'échelle nationale, pour organiser des «Journées portes ouvertes» au sein des abattoirs pour vulgariser les bonnes pratiques d'hygiène lors de l'égorgement des bêtes et la manipulation de leur carcasse.

«*Il est impératif de conserver les viandes au frais, d'autant plus que la fête de l'Aïd coïncide cette année avec la saison estivale*», a-t-il prévenu.

Pour le bon déroulement de cette fête religieuse, le responsable a assuré que le jour de l'Aïd, tous les abattoirs seront de service.

D'autre part, des brigades mobiles se rendront aux quartiers et cités pour contrôler les carcasses des bêtes sacrifiées. Elles se chargeront aussi d'indiquer aux citoyens les dépôts de toisons qui seront récupérées par des sous-traitants pour les utiliser dans la fabrication du cuir.

Depuis le 11 juillet, le ministère de l'Agriculture organise régulièrement des réunions avec les représentants de la profession (la Fédération des éleveurs, l'association des éleveurs, la Chambre d'agriculture et la société civile) afin de discuter des dispositifs capables d'améliorer davantage le bon déroulement de la fête de l'Aïd El Adha et réunir les conditions d'aménagements des points de vente, a-t-il fait savoir.

Concernant la disponibilité du cheptel sur le marché, M. Kaddour a assuré qu'il y avait cette année une «*abondance*» de l'offre, qui a été boostée par la croissance de la filière ovine, s'abstenant de se prononcer sur la fourchette des prix des moutons pour cette année.

«*Nous recommandons aux citoyens d'acheter leurs moutons aux points de vente contrôlés pour au moins deux raisons. D'abord le bétail est garanti sur le plan sanitaire. Ensuite, les prix seront moins élevés car la transaction se fait directement entre éleveur et consommateur*», a-t-il estimé.

De son côté, le président de la Fédération nationale des éleveurs, Djilali Azaoui, a rassuré sur la disponibilité des moutons sur le marché national, avec près de 28 millions de têtes, affirmant que l'offre sera toujours supérieure à la demande, quel que soit le nombre de moutons qui sera sacrifié cette année.

Il a rappelé que pour l'Aïd El Adha de 2018, plus de 4,2 millions de moutons ont été sacrifiés, contre 5 millions prévus cette année.

Interrogé sur les prix, M. Azaoui a affirmé que le marché du bétail était fluctuant, jugeant qu'il était prématuré d'en parler.

Il a assuré, cependant, que les prix devraient «*automatiquement baisser*» étant donné que l'offre est «*largement*» supérieure à la demande.

Said G.

Durant les 5 premiers mois

Nette amélioration dans les exportations de ciment

Les exportations de ciments hydrauliques, y compris le ciment non pulvérisé appelé «clinker», ont connu une nette amélioration, passant de 3,16 millions de dollars les cinq premiers mois de 2018 à 29,96 millions de dollars à la même période de l'année en cours.

Par Fatah G.

L'Algérie a exporté du ciment pour près de 30 millions dollars durant les cinq premiers mois de 2019, en hausse de près de 850% par rapport à la même période en 2018, a appris samedi l'APS auprès de la direction des études et de la Prospectives des Douanes (DEPD). Les exportations de ciments hydrauliques, y compris le ciment non pulvérisé appelé «clinker», ont connu une nette amélioration, passant de 3,16 millions de dollars les cinq mois 2018 à 29,96 millions de dollars à la même période de l'année en cours, soit une évolution de +849,60%, a précisé la même source. Pour rappel, l'Algérie ambitionnait d'augmenter ses exportations en ciment à 500 millions de dollars, au cours des cinq prochaines années, selon les prévisions du ministère de l'Industrie et des Mines. L'excédent dans la production du ciment devrait atteindre, au cours des cinq prochaines années, entre 10 et 15 millions de tonnes, ce qui permettra, de porter les exportations de ce matériau de construction à 500 millions de dollars. Le nombre actuel des cimenteries du pays (publiques et privées) est de dix-sept d'une capacité globale de 25 millions de tonnes, sachant que la demande nationale a été de 26 millions de tonnes en 2016. Selon les prévisions, en 2020, la capacité de production du pays doit augmenter à 40,6 millions de tonnes avec 20 millions de tonnes pour le groupe public GICA, et 11,1 millions de tonnes pour le particulier Lafarge Holcim Algérie, ainsi que 9,5 millions de tonnes pour le reste des opérateurs privés.

F. G./APS

Malgré la volatilité du marché pétrolier

L'Algérie appelle l'OFID à poursuivre ses efforts de financement

Le ministre des Finances, Mohamed Loukal, a appelé le Fonds de l'Opep pour le développement international (Ofid) à poursuivre ses efforts en matière de financement de développement malgré le contexte difficile sur le marché pétrolier, a indiqué samedi le ministère dans un communiqué.

Lors de son allocution à l'occasion de la 40e session du Conseil interministériel du Fonds d'investissement de l'Opep pour le développement, qui s'est tenue jeudi à Vienne, M. Loukal a rappelé qu'«*en dépit du contexte particulier, caractérisé par une volatilité des marchés pétroliers, conjuguée à des perturbations géopolitiques, auxquelles les pays membres de l'Opep font face, l'Ofid doit poursuivre son action pour le renforcement de la coopération entre les pays membres de l'Opep et les autres pays en développement*», selon la même source.

Cela permettra de «*consolider sa position comme partenaire crédible dans le domaine du financement du développement*», a estimé le ministre. En marge de la réunion de l'Ofid qui était l'occasion de rencontres et d'échanges «*denses*» entre les différentes délégations, le ministre a rencontré ses homologues d Royaume d'Arabie saoudite et du Koweït. M. Loukal s'est également entretenu en marge de cette 40e session du Conseil interministériel de l'Ofid, avec le ministre iranien de l'Economie et des Finances. Cette rencontre a été l'occasion pour les deux ministres de passer en revue l'état des relations économiques et financières et d'examiner les voies et moyens de les développer, selon le communiqué. Fondé en 1976, l'Ofid est une institution intergouvernementale de financement du développement fondée par les Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). La création de fonds a été décidée lors de la conférence des chefs d'Etat des pays membres de l'Opep tenue à Alger en mars 1975. Son objectif est de renforcer la coopération financière entre les pays membres de l'Opep et d'autres pays en développement, en apportant à ces derniers le soutien financier nécessaire à leur développement socio-économique.

Hocine B.

Nigeria

10 % des exportations pétrolières seront dirigées vers l'Inde

Le Nigeria consacrera à l'Inde 10 % de ses exportations de pétrole, a indiqué le patron de la société publique, la Nigerian National petroleum corporation (NNPC), Mele Kyari.

«*Ces 10 % constituent un minimum garanti, car l'Inde importe entre 700 000 et 800 000 barils par jour du Nigeria*», a dit M. Kyari.

Il a affirmé que son pays continuera à soutenir le défi de la sécurité énergétique de l'Inde, «*par tous les moyens possibles*»en l'aidant à résoudre «*sa crise énergétique croissante*».

«*Nous sommes prêts à nous engager fermement avec les services spécialisés indiens afin de fournir un scénario énergétique gagnant-gagnant pour nos deux pays*», a déclaré M. Kyari, lors d'une visite du Haut-Commissaire indien au Nigeria, Abhay Thakur, au siège de la NNPC. Récemment, les deux pays ont signé un protocole d'accord de renforcement de la coopération énergétique qui devrait non seulement avoir pour conséquences, l'augmentation des importations indiennes, mais aussi l'arrivée de nouveaux capitaux indiens dans la chaine de valeur du secteur de l'énergie. L'Inde est traditionnellement un client important du marché énergétique nigérian. Outre le pétrole, elle importe plus de 2 millions de tonnes métriques de GNL/an depuis le Nigeria.

May G.

Chine

Croissance stable de la consommation au 1er semestre

Le marché intérieur chinois de la consommation s'est avéré généralement stable au premier semestre de 2019 et connaitra une croissance solide au deuxième semestre, selon les données publiées par le ministère du Commerce. La consommation des produits de base était prospère, avec des ventes au détail de produits du quotidien et de boissons par les entités majeures prises en compte dans les statistiques en hausse respectivement de 14,1% et de 9,9%, d'après les données publiées par le ministère. La consommation de services a connu un développement stable, avec des recettes de l'industrie de la restauration en hausse de 9,4% sur un an La consommation de services a représenté 49,4% des dépenses finales des consommateurs, en progression de 0,6 point de pourcentage sur un an, selon le ministère. Au cours du premier semestre, les ventes au détail sur Internet ont rapporté une croissance rapide, avec des ventes de marchandises physiques en hausse de 21,6% et représentant 19,6% des biens de consommation sociale, a noté le ministère. La croissance du marché de la consommation de la Chine s'est avérée résistante face à l'environnement économique et commercial international complexe et changeant, a indiqué un responsable du ministère.

M. Y.

Liban

Le Parlement libanais adopte un budget d'austérité

Le Parlement libanais a adopté vendredi un budget d'austérité pour l'année 2019 censé permettre d'alléger la dette publique et de débloquer des milliards de dollars d'aide internationale, a rapporté l'agence de presse étatique ANI. Le vote survient près de deux mois après que le gouvernement eut approuvé le budget, qui devrait permettre de ramener le déficit à 7,59% du PIB, soit presque quatre points de moins qu'en 2018 (11,2% du PIB). Le Liban est l'un des pays les plus endettés du monde, avec une dette publique de 141% du PIB en 2018, selon l'agence de notation Moody's. Selon l'agence de presse ANI, qui a simplement indiqué que «*le Parlement a adopté le budget 2019*», 18 députés ont voté contre et 83 pour, sur 128 parlementaires. Les responsables libanais n'ont pas commenté dans l'immédiat ces informations.

Le Liban croule sous la dette depuis la fin de la guerre civile (1975-1990). Les banques locales et la Banque centrale détiennent près de 80% de la dette libanaise, qui culmine selon le ministère des Finances à plus de 85 milliards de dollars. La croissance économique s'est tassée à 0,2% en 2018, selon le Fonds monétaire international (FMI), sous l'effet du conflit en Syrie voisine et du recul des investissements. Beyrouth s'était engagé à adopter des réformes structurelles et à réduire son déficit budgétaire lors d'une conférence internationale parrainée en avril 2018 par Paris (CEDRE), en contrepartie de promesses de prêts et de dons à hauteur de 11,6 milliards de dollars (10,4 milliards d'euros). Plus tôt vendredi, des dizaines de militaires retraités et de personnels de sécurité ont manifesté à l'extérieur du Parlement contre la décision de réduire leurs pensions, conformément aux mesures d'austérité.

Les retraites des vétérans seront soumises à de nouvelles taxes en raison de coupes budgétaires, a indiqué vendredi le ministre de la Défense Elias Bou Saab.

Des affrontements ont éclaté entre des membres des forces de sécurité et des manifestants qui tentaient de forcer une barricade de barbelés à l'extérieur du Parlement.

R. E.

Grâce aux programmes AVRR

Plus de 60 000 migrants dans le monde rapatriés en une année

■ Quelque 63 316 migrants sont rentrés chez eux grâce aux programmes «Le retour volontaire assisté et la réintégration (AVRR)», a annoncé vendredi à Genève le porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), lors d'une conférence de presse.

Par Lyes G.

«*Comme l'année précédente, cette tendance indique toujours un retour à une situation normale*» dans des pays et régions en question, a-t-il indiqué.

L'AVRR est un élément indispensable d'une approche globale de la gestion des migrations visant à assurer le retour et la réinsertion des migrants qui ne peuvent ou ne veulent pas rester dans les pays d'accueil et qui souhaitent retourner volontairement dans leur pays et régions d'origine.

La mise en œuvre réussie des programmes AVRR nécessite la coopération et la participation d'un large éventail d'acteurs, y compris les migrants, la société civile et les gouvernements des pays et régions d'accueil, ainsi que des pays et régions d'origine.

En 2018, 65 bureaux de l'OIM dans les pays et régions d'accueil ou de transit ont fourni des services de conseil liés à la réintégration à 18 274 bénéficiaires avant leur départ.

Parallèlement, les bureaux de l'OIM situés dans 64 pays et régions d'origine ont fourni des conseils en matière de réintégration à 41 461 bénéficiaires à leur retour. Parmi les migrants qui ont choisi de rentrer chez eux en 2018, les citoyens irakiens constituaient le plus important contingent, avec 5 661 rapatriés, suivis de la Guinée (5 088 personnes), de l'Ethiopie (4 792 personnes), du Mali (4 041 personnes), de la Géorgie (2 681 personnes), de l'Afghanistan (2 232 personnes) et de l'Albanie.

L. G./APS

Migrants

L'UE divisée sur un «mécanisme de solidarité»

Les ministres de l'Intérieur de l'UE réunis jeudi à Helsinki n'étaient toujours pas parvenus à s'entendre sur un " mécanisme de solidarité " visant à mettre fin à l'errance des bateaux interdits de faire débarquer des migrants secourus en Méditerranée centrale. Les ministres planchent sur une «coalition de volontaires» qui s'engageraient à systématiquement se répartir l'accueil des personnes secourues, sans avoir à engager de pénibles négociations après chaque sauvetage. L'absence de «*partage du fardeau*» de l'accueil est l'un des principaux arguments de l'Italie pour expliquer la fermeture de ses ports. En promettant d'emblée une répartition, l'objectif est de mettre fin aux bras de fer à répétition, notamment avec Rome, et d'éviter un drame humanitaire cet été. La réunion officielle des ministres de l'Intérieur de l'UE a lieu jeudi à Helsinki, mais la présidence finlandaise de l'UE, à l'initiative de la France et de l'Allemagne, avait proposé aux ministres intéressés de se rencontrer dès mercredi soir pour un dîner de travail. Les discussions entre la France, l'Allemagne, Malte et l'Italie n'ont cependant pas abouti. «*J'ai proposé que nous ayons un accord dès hier, je confirme que nous ne l'avons pas trouvé*», a déclaré le ministre français Christophe Castaner devant la presse. «*Certains étaient pour le refus même de l'accueil, d'autres pour un accueil plus solidaire*», a-t-il ajouté, évoquant la crainte de plusieurs pays qu'un tel mécanisme ne puisse créer «*un appel d'air*» et provoquer un nouvel afflux massif de migrants dans l'UE. Ce mécanisme, qui fonctionnerait «*jusqu'en octobre 2019*», prévoit de répartir «*aussi vite que possible*» les personnes demandant l'asile dans les pays faisant partie de la «coalition de volontaires». Les discussions bloquent d'une part parce que ces Etats ne sont pas assez nombreux et d'autre part du fait de résistances des pays d'arrivée des bateaux. Dans un communiqué, le ministre italien Matteo Salvini a confirmé jeudi «*l'opposition claire*» à ce projet de certains Etats, dont l'Italie. Ces pays, a-t-il souligné, «*contestent l'idée d'un premier port d'escale sûr pour les migrants* (craignant d'avoir à supporter tout le poids des arrivées) *et imaginent que la redistribution des seuls réfugiés ne laisse que les migrants illégaux, difficiles à expulser, aux premiers pays d'arrivée*». A Helsinki, le commissaire européen chargé des migrations, Dimitris Avramopoulos, a rappelé «*l'immense responsabilité*» du Conseil des ministres dans la recherche d'une «*solution*».

Les dirigeants européens «*seront tous jugés*» par l'opinion publique en cas d'échec, a-t-il averti.

K. L.

Secours

La capitaine du «Sea-Watch 3» Carola Rackete en route pour l'Allemagne

La capitaine de l'organisation «Sea-Watch 3», l'Allemande Carola Rackete, poursuivie en Italie pour avoir accosté de force afin de débarquer des migrants secourus en mer, a quitté la Sicile pour rejoindre l'Allemagne, a annoncé vendredi l'ONG. La jeune femme de 31 ans est «*en route vers l'Allemagne*», a indiqué un porte-parole de l'organisation Sea-Watch, sans préciser la date ni sa destination «*pour des raisons de sécurité*».

Mme Rackete avait été arrêtée le 29 juin pour avoir pénétré dans les eaux territoriales italiennes malgré le veto du ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini (extrême droite) puis accosté de force dans la petite île de Lampedusa pour faire débarquer 40 migrants secourus deux semaines plus tôt.

Libre de ses mouvements, la jeune femme reste visée par deux enquêtes, pour résistance à un officier en pénétrant de force dans les eaux italiennes et pour aide à l'immigration clandestine. Elle a été auditionnée jeudi à ce sujet au palais de justice d'Agrigente (Sicile), dont dépend l'île de Lampedusa.

L'arrestation de la jeune capitaine avait provoqué un vaste mouvement de soutien, concrétisé par les plus de 1,4 million d'euros collectés en quelques jours via internet pour régler ses frais de justice et financer la poursuite des activités de l'ONG allemande, au besoin avec un nouveau bateau.

Le Parlement de Catalogne et la Ville de Paris ont pour leur part annoncé leur intention de la décorer.

M. Salvini, accusant régulièrement les ONG d'être «*complices des passeurs*», s'en est pris à la jeune femme, la qualifiant d'«*emmerdeuse*» et de «*criminelle*». La jeune femme a porté plainte pour diffamation et incitation au délit à son encontre, relevant que chaque message haineux du ministre italien sur les réseaux sociaux suscitait une floraison de commentaires encore plus sexistes, virulents et menaçants.

May H.

Papouasie/Nouvelle-Guinée

La Papouasie exige de Canberra un calendrier pour évacuer les réfugiés

Le Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, James Marape a appelé l'Australie vendredi à fixer une date-limite pour relocaliser des centaines de demandeurs d'asile bloqués sur l'île de Manus depuis des années.

M. Marape, qui rencontrera son homologue australien Scott Morrison à Canberra la semaine prochaine, a déclaré à la chaîne australienne ABC qu'il voulait «*établir un calendrier*» pour trouver un lieu d'habitation aux migrants détenus sur Manus.

«*On parle d'êtres humains. On ne peut pas les laisser dans les limbes sans idée de leur avenir*», a dit le Premier ministre, qui vient d'arriver au pouvoir.

L'Australie mène depuis 2013 une politique d'immigration draconienne. Elle n'accepte aucun boat people sur son sol, même ceux qui remplissent les critères du droit d'asile. Les migrants qui ne sont pas directement refoulés en mer sont envoyés dans des camps de rétention dans le Pacifique, comme Manus ou sur l'île de Nauru, avec interdiction de s'installer en Australie.

James Marape a déclaré qu'il avait déjà discuté de cette question avec Peter Dutton, le ministre australien de l'Intérieur tenant de la ligne dure contre les demandeurs d'asile.

«*Je lui ai demandé d'accélérer la procédure d'élimination du problème des demandeurs d'asile*», a-t-il déclaré. «*Il y a de vrais réfugiés et il y a aussi de faux réfugiés.*

Que va-t-il se passer avec ceux qu'on a chez nous ?» a-t-il demandé.

Les conditions de vie des demandeurs d'asile relégués dans les camps du

Pacifique sont dénoncées par l'ONU et les défenseurs des droits de l'Homme.

Beaucoup ont été relocalisés mais environ 450 hommes sont toujours à Manus.

Y. N.

Informations sur les opportunités d'emploi dans les deux pays

Accord tuniso-libyen pour la création d'une plateforme électronique

La Tunisie et la Libye ont convenu vendredi de créer une plateforme électronique pour l'échange des informations sur les opportunités d'emploi disponibles dans les deux pays et de promouvoir les méthodes pédagogiques de la formation au profit des différents niveaux.

Par Moncef D.

Cet accord vise à simplifier les procédures de recrutement et de formation des formateurs libyens à travers l'organisation de sessions de formation conformes aux besoins fixés par la Libye, selon un communiqué publié par le ministère tunisien de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Les délégations, tunisienne représentée par des directeurs généraux du ministère, et libyenne, présidée par Ali Jha, directeur du bureau de coopération internationale au ministère libyen du Travail et de Mise à niveau, ont convenu, lors de cette réunion consacrée au suivi du programme de coopération tuniso-libyenne, d'échanger les expertises en matière d'élaboration de programmes de formation et d'apprentissage professionnel, ajoute la même source.

La BAD approuve un prêt de plus de 80,5MD pour la Tunisie

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un prêt de plus de 25 millions d'euros (80,5 millions de dinars), pour le financement du projet de développement et de promotion des filières agricoles dans le gouvernorat de Zaghouan (PDPFA), a indiqué la BAD jeudi sur son site électronique.

«*Cette nouvelle opération contribuera à renforcer la dynamique d'inclusion économique et sociale en vue d'améliorer les conditions de vie, notamment des jeunes et des femmes du gouvernorat, en favorisant un développement durable des filières agricoles*», a ajouté la BAD.Le projet soutient notamment les filières oléicole, laitière et des produits issus de l'agriculture biologique et du terroir à fort potentiel, en termes de création d'emploi et de revenus, dans l'objectif d'élever les niveaux de productivité et de valeur ajoutée.

«*Avec une logique de transformation porteuse d'une plus grande valeur ajoutée, le projet a pour ambition de consolider la contribution du secteur agricole à la dynamique de croissance, au bénéfice des populations du gouvernorat de Zaghouan*», a déclaré Mohamed El Azizi, directeur général de la BAD pour la région Afrique du Nord, dont les propos sont rapportés par le site.

Le projet mettra ainsi en place de nouvelles pistes agricoles et procèdera à la création et à la réhabilitation de périmètres irrigués. Il est également question de réaliser de nouveaux forages et puits de surface pour améliorer la mobilisation des ressources hydriques, avec à la clé des économies d'eau. Des actions de nature à soutenir le développement des chaînes de valeur des filières agricoles porteuses et à consolider la résilience des systèmes agro-écologiques sont prévues.

Pour sa part, la directrice générale adjointe et responsable-pays de la Banque pour la Tunisie, Yacine Diama Fal, a indiqué qu'«*en dehors d'une logique de renforcement de la productivité qui bénéficiera à plus de 12 000 habitants dont plus de la moitié sont des femmes, ce projet est également un projet d'adaptation aux changements climatiques*».

Aligné sur trois des cinq priorités stratégiques de la Banque (appelés «High5»), le projet contribue principalement à l'atteinte de l'objectif «Nourrir l'Afrique», tout en participant à la mise en œuvre de deux autres priorités, à savoir «Industrialiser l'Afrique» et «Améliorer la qualité de vie des populations», précise la banque.

Dans la continuité de l'appui historique de la BAD, le PDPFA est en adéquation avec les objectifs du Plan stratégique de développement de la Tunisie 2016-2020, d'après l'institution. Des objectifs qui consistent à promouvoir une agriculture compétitive et durable, à gérer durablement les ressources naturelles et à garantir un revenu décent aux agriculteurs.

Le partenariat entre la Tunisie et la BAD dure depuis plus d'un demi-siècle, totalisant un engagement financier de près de 9 milliards de dollars américains (25,2 milliards de dinars). Ces financements couvrent différents secteurs, dont l'énergie, l'eau, les transports, l'agriculture et le développement social.

M. D.

Libye

Les forces gouvernementales lancent 12 frappes aériennes contre les troupes de Khalifa Haftar

Les forces du gouvernement libyen soutenu par l'ONU ont confirmé vendredi avoir effectué, au cours des dernières 72 heures, douze frappes aériennes contre les positions des troupes du général à la retraite, Khalifa Haftar, basées dans l'est du pays.

Ces raids ont pris pour cible «*les positions et les routes d'approvisionnement de la milice de* (Khalifa) *Haftar dans les villes d'Asbi'ah et de Shwerif* (sud-ouest)», a déclaré dans un communiqué Mohamed Gonono, porte-parole des forces du gouvernement.

Les troupes dirigées par le général Khalifa Haftar mènent une campagne militaire depuis début avril pour arracher au gouvernement le contrôle de la capitale, Tripoli. La Libye reste en proie à une escalade de violences et à une instabilité politique depuis la chute de son ancien dirigeant Mouammar Kadhafi en 2011.

Depuis le début de l'offensive de Haftar, les combats aux portes de la capitale libyenne ont fait 1 093 morts, dont 106 civils, et 5 752 blessés, dont 294 civils, ainsi que plus de 100 000 déplacés, selon un dernier bilan publié lundi par l'OMS.

K. L.

Scandinaves tuées au Maroc

Peine de mort contre trois hommes

Un tribunal antiterroriste marocain a condamné jeudi à la peine de mort trois accusés dans l'affaire du meurtre de deux touristes scandinaves décapitées en décembre au Maroc dans la région d'Imlil (province d'El-Haouz).

Le cerveau du groupe, Abdessamad Ejjoud, un marchand ambulant de 25 ans, avait avoué avoir organisé l'expédition meurtrière avec deux compagnons au nom du groupe terroriste autoproclamé «Etat islamique» (EI/Daech), à savoir Younes Ouaziyad, un menuisier de 27 ans, et Rachid Afatti, 33 ans.

Le procès des 24 hommes soupçonnés d'être liés à ces meurtres et d'appartenir à une cellule terroriste se tenait depuis le 2 mai devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Salé, spécialiste des affaires terroristes. Le procureur avait requis la peine de mort pour les trois suspects principaux, qualifiant de «*monstres sanguinaires*» ceux qui ont détaillé devant le tribunal leur rôle dans la tuerie.

Louisa Vesterager Jespersen, une étudiante danoise de 24 ans, et son amie Maren Ueland, une Norvégienne de 28 ans, ont été tuées alors qu'elles campaient sur un site isolé dans le Haut-Atlas, une région montagneuse du sud du Maroc prisée des randonneurs. L'avocat des parents de Louisa, Me Khalid Elfataoui, cité par l'AFP, a déclaré qu'il compte demander une indemnisation de dix millions de dirhams (près d'un million d'euros) pour la famille de Louisa. La famille de Maren n'a pas souhaité participer au procès.

Des pétitions réclamant la peine de mort pour les assassins des deux touristes ont circulé sur Internet, le double assassinat ayant suscité une grande émotion.

L. O.

Espagne

La ville de Zaragoze reçoit les enfants sahraouis

LE MAIRE de la ville de Zaragoze a reçu ce mercredi les petits messagers de la paix au Sahara occidental, dans le cadre du programme «Vacances en paix». Le maire d'Aragon, Jorge Azcon, a souhaité la bienvenue aux petits émissaires sahraouis, soulignant l'importance du programme pour renforcer les liens d'amitié, rappelant que sa ville s'est engagée à continuer de soutenir les projets de solidarité avec le peuple sahraoui, saluant les familles d'accueil qui vont accueillir les enfants sahraouis parmi elles durant ce séjour.

Pour sa part, le représentant sahraoui en Aragon, Sidahmed Derbali, a également remercié les autorités locales, saluant le travail accompli par les familles solidaires pour accompagner le peuple sahraoui dans sa juste lutte. 140 enfants sahraouis passeront leurs vacances cet été en Aragon où aura lieu un programme de différentes activités ludiques et culturelles afin de permettre à ces enfants d'oublier les souffrances des conditions de vie difficiles et la chaleur de l'été dans les camps de réfugiés.

SPS

Chine

Enorme explosion dans une usine, 12 morts selon le dernier bilan

Une énorme explosion dans une usine de gazéification a fait au moins douze morts vendredi dans le centre de la Chine, un bilan qui pourrait encore s'alourdir puisque trois personnes sont toujours portées disparues, ont annoncé les médias d'État hier.

Rosa C.

Ph. > D. R.

La déflagration a également blessé grièvement 13 personnes, et d'autres souffrent de blessures plus mineures, selon la télévision CCTV. Le sinistre s'est produit vers 17h45 (09h45 GMT) dans un atelier de l'usine Henan Coal Gas (Group) située dans la localité de Yima, dans la ville de Sanmenxia, à environ 900 kilomètres au sud-ouest de Pékin, selon l'agence de presse Chine nouvelle.

Il a touché une unité de séparation de l'air de l'usine mais pas les zones des réservoirs de gaz, a précisé l'agence, citant une source auprès des autorités locales. L'usine est à l'arrêt.

L'explosion a fait voler en éclats les vitres et portes des immeubles dans un rayon de trois kilomètres, *«et certaines portes situées à l'intérieur ont également été soufflées par l'explosion»*, a rapporté la télévision d'État CCTV sur son compte sur le réseau social Weibo.

CCTV a diffusé des vidéos montrant un énorme champignon de fumée gris, des vitres de bâtiments brisées, des débris jonchant le sol, des habitants paniqués et des médecins en blouse blanche auprès de blessés tenant des mouchoirs sur leur tête en sang. Une usine de gazéification permet généralement de convertir des matières carbonées ou organiques en gaz, utilisables ensuite pour la production d'électricité, de piles à combustible ou encore d'énergie. Des explosions accidentelles surviennent régulièrement dans le secteur industriel en Chine, où souvent les normes de sécurité ne sont pas strictement appliquées. En mars, l'explosion d'une usine chimique à Yancheng, ville située à 260 kilomètres au nord de Shanghai, a causé la mort de 78 personnes et dévasté des habitations sur plusieurs kilomètres à la ronde. L'entreprise avait dans le passé été épinglée à plusieurs reprises pour des manquements à la réglementation en matière d'environnement. Les autorités avaient arrêté plus d'une vingtaine de personnes après cette explosion du mois de mars et le gouvernement avait ordonné une inspection au plan national des usines chimiques. En novembre 2018, une fuite de gaz dans une usine chimique a provoqué une explosion qui a fait 24 morts, à Zhangjiakou, une ville-hôte des prochains Jeux olympiques d'hiver 2022, située à environ 200 kilomètres au nord-ouest de Pékin. Mais l'un des plus graves accidents industriels est celui survenu en 2015 à Tianjin (nord): une gigantesque explosion dans un entrepôt de produits chimiques avait fait au moins 165 morts dans cette grande ville portuaire, à quelque 120 kilomètres de Pékin. Le site industriel incriminé stockait quelque 700 tonnes de cyanure de sodium hautement toxique, parmi des milliers de tonnes d'autres composants chimiques dangereux. L'ancien maire de la ville, qui avait dirigé le comité chargé de gérer la catastrophe, a été condamné en 2017 à 12 ans de prison pour corruption.

R. C.

Commentaire

Exclusion

Par Fouzia Mahmoudi

Le discours de la Maison-Blanche laissait peu de place à interprétations : si la Turquie se tournait vers Moscou pour l'achat d'arsenal militaire, Washington n'aurait d'autres choix que de cesser de lui vendre l'armement made in USA. Et quelques jours après la livraison à la Turquie des premiers éléments du système antiaérien S-400 vendu par la Russie, les États-Unis ont mis leur menace à exécution en excluant Ankara de leur programme de chasseur de nouvelle génération F-35. *«Le F-35 ne peut pas coexister avec une plateforme de collecte de renseignements russe qui va être utilisée pour percer ses capacités de pointe»*, a justifié la Maison-Blanche dans un communiqué. L'appareil furtif ultramoderne a très peu été utilisé en opération, et sa (faible) signature radar est jalousement protégée par les États-Unis. Si l'appareil devait évoluer dans l'armée turque, il serait régulièrement jaugé à l'entraînement par les radars des systèmes antiaériens de fabrication russe. Puisque ces derniers sont déployés par des experts russes, au moins durant la phase initiale, les données sensibles seraient assurément transmises à Moscou et le F-35 perdrait un avantage crucial. La première conséquence évidente est que l'armée turque ne disposera pas des avions américains. Mais il y a fort à parier que son rapprochement avec la Russie lui permettra d'acquérir d'autres appareils modernes. Sur le plan économique, c'est un coup dur pour le programme américain, qui perd une commande d'une centaine d'appareils, soit l'équivalent des achats prévus par la Belgique, les Pays-Bas et le Danemark réunis. Le premier appareil à destination de la Turquie était sorti en juin 2018 des usines de Lockheed Martin à Fort Worth au Texas, donnant lieu à une grande cérémonie de livraison, sans pour autant quitter le sol américain. Selon Defense News, Washington chercherait aujourd'hui à réattribuer les quatre appareils déjà produits pour la Turquie. La production du F-35, acheté et codéveloppé par douze autres pays en plus des États-Unis, dépend de pièces détachées produites par les partenaires, dont la Turquie. Selon la sous-secrétaire américaine à la Défense Ellen Lord, la relocalisation aux États-Unis de la production initialement prévue en Turquie devrait coûter entre 500 et 600 millions de dollars à Washington. Sur les 937 types de pièces détachées confiées aux usines turques, environ 400 ne sont aujourd'hui produites qu'en Turquie. La responsable du Pentagone estime que la perte nette pour l'économie turque se situera autour de 9 milliards de dollars sur l'ensemble de la durée du programme, jusqu'en 2070 environ. Elle a par ailleurs insisté sur le fait que la participation de la Turquie n'est que *«suspendue»* : la porte se rouvrira si Ankara renonce aux missiles antiaériens S-400 russes, mais ce scénario semble hautement improbable. Plus qu'un manque à gagner financier cette décision turque de se tourner vers l'arsenal militaire russe est aussi une nouvelle mauvaise passe dans les relations de plus en plus tendues entre les Turcs et les Américains dont l'alliance continue de s'affaiblir.

F. M.

Corée du Nord

Pyongyang critique Tokyo dans le différend qui l'oppose à Séoul

La Corée du Nord a vivement critiqué vendredi le Japon après le durcissement des conditions de certaines exportations contre Séoul, sur fond de querelle diplomatique ancienne, accusant Tokyo de fragiliser la paix dans la péninsule coréenne.

Le Japon *«essaye de détruire le mouvement vers la paix dans la péninsule coréenne en mettant la pression sur la Corée du Sud à travers ces restrictions»*, a déclaré vendredi soir l'agence officielle nord-coréenne KCNA, qualifiant au passage le Japon d'*«ennemi juré»*.

Ces restrictions, mises en place début juillet, concernent des produits chimiques vitaux pour la fabrication des puces et écrans de smartphones dont se servent les géants technologiques sud-coréens comme Samsung. Elles suscitent des inquiétudes sur l'éventualité d'une hausse des prix pour les consommateurs.

Ces mesures découlent d'une querelle ancienne sur le travail forcé auquel ont été soumis les Coréens par le colonisateur japonais pendant la Seconde guerre mondiale, ravivée récemment par une décision de justice sud-coréenne perçue comme un affront par Tokyo.

«Le préjudice humain, physique et émmotionnel causé au peuple coréen (pendant la période coloniale) *ne pourrait être compensé même si le peuple japonais tout entier se sacrifiait»*, a ajouté KCNA.

Plus tôt dans la journée, un septuagénaire sud-coréen s'était immolé par le feu dans sa voiture devant l'ambassade du Japon à Séoul, la presse locale rapportant que son beau-père avait été victime de travail forcé sous la férule japonaise pendant la Seconde guerre mondiale.

Dans la foulée, le président américain Donald Trump s'était dit prêt à apporter son aide pour résoudre le différend diplomatique et commercial entre la Corée du Sud et le Japon. *«S'ils ont besoin de moi, je suis là»*, a-t-il déclaré.

Le président sud-coréen Moon Jae-in a toujours défendu le dialogue avec le Nord, même si Pyongyang avise régulièrement son voisin du Sud de ne pas *«interférer»* dans ses négociations sur le nucléaire avec Washington.

Musique

Un programme riche à l'Opéra d'Alger

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih est devenu un des espaces les plus importants où plusieurs genres musicaux sont proposés au public. Ce dernier peut y revisiter la richesse culturelle de notre pays et y découvrir des disciplines artistiques universelles. Pour ce mois de juillet, des spectacles de haute facture ont été animés par l'association Errachidia de Cherchell et l'ensemble Safar. La musique targuie est aussi présente avec deux spectacles animés par la troupe Tartit de Tombouctou et «Choghli et sa bande».

Par Abla Selles

L'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih attire de plus en plus de public, malgré le déficit du déplacement. Cet édifice culturel et artistique enregistre chaque soirée une forte affluence des spectateurs vu la qualité des évènements programmés. Pour le mois de juillet courant, les mélomanes de la musique andalouse et tergui se sont réaglés avec des spectacles de haut niveau.

D'abord, ce sont les musiciens de l'association Errachidia de Cherchell qui ont gratifié le public avec un bouquet de waslate de musique andalouse. Constituée d'une trentaine de membres et présidée par Mohamed Ougaida, cette association s'est imposée sur la scène artistique nationale et représente le pays dans les différentes festivités internationales. En effet, c'est grâce au professionnalisme de ses musiciens et encadreurs que l'association a réussi à se faire une bonne réputation et réuni autour d'elle un grand nombre de fans.

Il y a aussi le spectacle de la formation musicale qui marqué le public de l'Opéra d'Alger en ce mois de juillet. C'est lors d'une soirée pleine de nostalgie et d'émotion que la troupe a restitué la tradition ancestrale, à travers un voyage onirique empreint de créativité, invitant à une immersion dans la musique et la chanson algériennes d'antan, permettant ainsi de redécouvrir la richesse du patrimoine culturel dans sa diversité.

Résultat d'un projet réunissant création musicale, chant, écrits littéraires et poétiques, narration et spectacle visuel, «Mon étoile» est le fruit d'une synergie entre les jeunes musiciens de l'Orchestre, issus de différentes régions d'Algérie.

La musique tergui est aussi présente à l'Opéra d'Alger en ce mois de juillet à travers deux spectacles. Le premier était animé le trois du même mois en exclusivité par la troupe Tartit. Cette formation musicale, venue spécialement de Tombouctou, a présenté durant 65 minutes un spectacle intitulé «*De Tombouctou à Alger*». Il s'agit d'une quinzaine de pièces essentiellement tirées de «*Amankor*» (l'exil), son dernier opus, sorti en mars dernier.

Un deuxième concert de musique gnaoui sera animé à l'Opéra d'Alger pour le 23 du mois courant par le groupe «Choghli et sa bande». Cette troupe propose à son public des moments musicaux du répertoire tergui ainsi que des chansons nouvelles.

A. S.

Arts dramatiques à Mostaganem

Plus de quatre cents jeunes formés

Quelque quatre cents jeunes ont été formés depuis le début de l'année en cours dans les différents domaines des arts dramatiques, a-t-on appris vendredi du commissaire du Festival national du théâtre amateur de Mostaganem (FNT), Mohamed Nouari.

Dans une déclaration à l'APS, en marge des phases de sélection régionale des troupes devant participer au prochain festival de Mostaganem, Mohamed Nouari a indiqué que depuis le début de l'année 2019, quinze sessions de formation ont été organisées au profit de 400 jeunes et artistes amateurs dans les différents métiers du 4e art, dont la scénographie, la mise en scène, l'éclairage et autres spécialités. Quatre séminaires ont été organisés durant la même période au niveau de la bibliothèque de lecture publique «Moulay-Belhamissi» du chef-lieu de wilaya, et de nombreuses conventions de partenariat ont été signées avec plusieurs théâtres régionaux, maisons de la culture et troupes théâtrales et autres organismes comme l'Aarc et l'instance arabe du théâtre.

Concernant la convention avec l'Aarc, Mohamed Nouari a indiqué que cet organisme prendra en charge une tournée nationale de la troupe lauréate du grand prix de la prochaine édition du Festival, organisera un colloque national à Alger sur le thème de «l'évolution du mouvement théâtral en Algérie» et assurera l'édition de quatre ouvrages. Avec l'Instance arabe du théâtre, il est prévu la numérisation de la 52e édition du FNTA et l'organisation de sessions de formation dans les métiers du théâtre encadrées par des formateurs et experts arabes.

Enfin pour ce qui est de l'édition, le même responsable a indiqué que le commissariat du festival publiera quatre ouvrages, une biographie de Si Djilali Ben Abdelhalim, élaborée par Bouhouraoua Madani, deux ouvrages sur «*Le théâtre et l'enfant*» et «*Le théâtre et la femme*» de Zeggaï Djamila et le dernier consacré à «*L'évolution du mouvement théâtral*» de Salim Skander.

La 52e édition du FNTA de Mostaganem (1967-2019) se déroulera du 27 août au 1er septembre prochains avec la participation de 20 troupes théâtrales programmées dans la compétition officielle ou hors concours.

L. B.

Festival international de cinéma de Venise

«La vérité» de Hirokazu Kore-eda en ouverture

La 76e édition du Festival international de cinéma de Venise (Mostra de Venise) se tiendra du 28 août au 7 septembre avec en ouverture la projection du nouveau film du Japonais Hirokazu Kore-eda «*La vérité*», ont annoncé jeudi les organisateurs du festival.

Le jury de la compétition principale, présidé par la réalisatrice argentine Lucrecia Martel avec à ses côtés huit personnalités issues du monde du cinéma et de la culture, remettra huit prix le 7 septembre, dont le célèbre Lion d'Or. «*La vérité*» dont le casting comporte notamment Catherine Deneuve, Juliette Binoche et Ethan Hawke, ouvrira, en compétition et en première mondiale, la 76e Mostra de Venise.

«*J'apprends avec une joie immense que mon nouveau film La vérité* (The Truth) *a été sélectionné en ouverture de la compétition de la Mostra et je suis extrêmement honoré*», a déclaré Hirokazu Kore-eda dans un communiqué. «*Nous avons tourné ce film en 10 semaines l'automne dernier à Paris, le casting est prestigieux et le film est une petite histoire de famille dans une maison. J'ai essayé de faire vivre mes personnages dans ce petit univers, avec leurs mensonges, leur fierté, leurs regrets, leur tristesse, leur joie et de leurs réconciliations*», a expliqué le cinéaste. «*Pour son premier film tourné hors de son pays, Kore-eda a eu le privilège de pouvoir travailler avec deux stars du cinéma français*», a déclaré le directeur de la Mostra, Alberto Barbera. «*La rencontre entre l'univers personnel de l'auteur japonais le plus important du moment et deux actrices aussi aimées que Catherine Deneuve et Juliette Binoche a donné lieu à une réflexion poétique sur la relation mère-fille et le métier complexe d'actrice*», a-t-il ajouté.

Souvent qualifié de cinéaste de la famille, Kore-eda a obtenu la consécration en 2018 en remportant la Palme d'or à Cannes pour «*Une affaire de famille*», son 13e long métrage.

Grand habitué de Cannes, il y avait présenté «*Nobody knows*» en 2004, «*Tel père, tel fils*» («Like Father, Like Son») en 2013 (Prix du Jury) et «*Notre petite sœur*» («Our Little Sister») en 2015.

Il était en compétition à la 74e Mostra de Venise en 2017 avec «*The Third Murder*».

M. K.

AGEND'ART

Musée d'art moderne d'Oran
Jusqu'au 31 août :
Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger
Jusqu'au 31 juillet :
Le Musée public national d'art moderne et contemporain d'Alger, le Goethe Institut d'Alger et Habibi Funk présentent l'expo «Planète Malek - Une rétrospective», en hommage au compositeur Ahmed Malek.

Théâtre de verdure Laâdi-Flici
Jeudi 25 juillet à 21h :
Smart Prod et probox Algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Esplanade de l'Hôtel Méridien d'Oran
Jeudi 1er août à 21h :
Smart prod et probox algérie présentent un concert du daft punk official tribute.

Galerie Baya du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 5 août :
L'ambassade du Japon présente une exposition de gravures japonaises «Photographic Images & Matter : Japanese prints of the 1970's».

CAN-2019 (Finale) Sénégal - Algérie (0-1)

Le rêve de tout un peuple se réalise

Le rêve de plus de 42 millions d'Algériens s'est réalisé vendredi soir, après la brillante victoire de la sélection nationale contre le Sénégal (1-0), en finale de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2019), disputée au stade international du Caire.

Par Racim S.

C'est surtout un «*aboutissement*» pour le coach Djamel Belmadi et son équipe, auteurs d'un sans faute dans cette compétition. Ce qui leur permet d'ajouter un deuxième sacre au palmarès des «Verts», après celui remporté à domicile en 1990.

C'est l'attaquant Baghadad Bounedjah qui a mis les siens sur les bons rails en ouvrant la marque dès la deuxième minute de jeu, sur un tir surpuissant à l'entrée des 18 mètres qui a trompé le gardien Gomis après avoir été détourné par un défenseur sénégalais (1-0).

Un but précoce qui cependant n'a pas affecté les «Lions de la Teranga» outre mesure, comme en témoigne leur réaction, particulièrement sur les coups francs et les corners qu'ils ont joués à fond.

Quoique, la plus belle occasion sénégalaise est intervenue suite à une balle malencontreusement perdue par la défense algérienne au niveau des 40 mètres. Une fois récupéré, le cuir a été rapidement transmis à l'avant-centre Niang, dont la reprise de volée en pivot est passée légèrement au-dessus de la lucarne gauche de M'bolhi (38').

Néanmoins, même si elle a considérablement subi le jeu pendant la majeure partie de cette première mi-temps, la sélection algérienne a rejoint les vestiaires pour la pause citron avec un but d'avance.

Les Sénégalais ont repris les choses en main dès l'entame de la deuxième mi-temps, et c'est le stratège de Liverpool, Sadio Mané, qui était le premier à se mettre en évidence, d'un joli tir croisé, que le défenseur Djamel Benlamri a détourné in extremis, de la cuisse.

Le pressing des «Lions de la Teranga» s'est poursuivi avec la même intensité et a porté ses fruits deux minutes plus tard, lorsque Niang a envoyé un centre tendu sur le bras de Guedioura, alors que ce dernier se trouvait à l'intérieur de sa surface de réparation.

Dans un premier temps, l'arbitre camerounais Alioum Néant accorde un penalty, mais après avoir consulté la VAR, il s'est rétracté, considérant que la main de Guedioura était entièrement collée au corps.

C'était un tournant important dans cette finale car le score est resté à l'avantage des coéquipiers de l'homme du match Bennacer à un moment où l'adversaire prenait de plus en plus le dessus.

Malgré tout, le Sénégal n'a pas abdiqué et a continué à se montrer dangereux, notamment sur les actions menées par Niang (65') et surtout Sabaly, dont le tir surpuissant à la 68' a obligé M'bolhi à se détendre pour sortir le cuir en corner.

Les deux entraîneurs ont attendu la toute fin de match pour opérer le plus gros de leurs changements, mais ces derniers n'ont apporté aucun changement. Sauf peut-être du côté algérien qui a profité de la fraîcheur physique des éléments incorporés pour préserver le score jusqu'au coup de sifflet final.

Même si la sélection algérienne a souffert tout au long de la partie, ses sacrifices tout au long du tournoi ont été récompensés avec cette importante victoire qui, vingt-neuf ans plus tard, lui offre un deuxième titre en Coupe d'Afrique des nations.

R. S./AP

France Football

Ismaël Bennacer, «véritable révélation» du onze algérien

Le milieu de terrain Ismaël Bennacer a été la «*véritable révélation*» du onze algérien, a estimé samedi «*France Football*», soulignant qu'il est l'un des «*grands artisans*» du deuxième sacre de l'Algérie.

«*Véritable révélation du onze algérien, Ismaël Bennacer est élu meilleur joueur de la Coupe d'Afrique des nations 2019. Le milieu de terrain de 22 ans est l'un des grands artisans du deuxième sacre de l'Algérie*», a écrit le magazine, mettant en valeur sa classe et sa technique.

«*Ismaël Bennacer aura illuminé les pelouses d'Egypte cette année. Auteur d'une bonne saison avec Empoli en Serie A, le jeune milieu algérien a confirmé tout son potentiel lors de cette CAN*», a-t-il ajouté, soutenant qu'en tant que «*fin techniquement, avec un gros abattage dans l'entrejeu, il a plus d'une fois imposé son rythme aux adversaires*». «*Outre son apport offensif, il s'est aussi illustré dans un registre qu'on lui connaissait moins, à savoir le repli défensif. Aux côtés de Guedioura, il a plus d'une fois gratté des ballons précieux et permis aux siens de se remettre dans le sens de la marche*», a poursuivi «*France Football*», estimant que les Milanais «*peuvent se frotter les mains*». Ismaël Bennacer devra rejoindre cette saison le Milan AC.

M. L.

CAN-2019 / Finale Sénégal - Algérie (0-1)

Déclarations

Déclarations recueillies par l'APS à l'issue de la victoire de l'Algérie face au Sénégal en finale de la CAN-2019 de football, vendredi soir au Caire :

- Youcef Belaïli (attaquant Algérie) : «*Nous sommes très contents. Dieu merci, nos sacrifices n'ont pas été vains et nous ont permis de remporter un titre qui manquait à l'Algérie depuis 29 ans. Je dédie ce sacre à tout le peuple algérien qui a été derrière nous, que ce soit ici au Caire ou en Algérie. Une finale ne se joue pas, elle se gagne, ce que nous avons fait. Nous avons réussi à gérer le match en dépit des difficultés que nous avons rencontrées*».

- Ismaël Bennacer (milieu de terrain Algérie) : «*Je n'arrive pas encore à réaliser que nous sommes champions d'Afrique. Je dédie ce titre à ma famille et à tout le peule algérien qui nous a encouragés. Nous allons continuer à travailler pour obtenir d'autres résultats et ne pas nous contenter de ce trophée. J'appelle le peuple algérien à célébrer ce titre dans le calme pour éviter tout dérapage, comme ce fut le cas à Jijel après notre qualification devant le Nigeria en demi-finales*».

- Raïs M'bolhi (gardien de but Algérie) : «*Je dédie ce trophée à tout le peuple algérien qui a toujours été derrière nous, même dans les moments difficiles. Nous avons su relever le défi en Egypte et gagner cette CAN grâce aux sacrifices d'hommes. Tout le monde a contribué à ce sacre sans exception*».

- Djamel Benlameri (défenseur Algérie) : «*Je ne trouve pas les mots pour exprimer ma joie, ce que je ressens ce soir. Nous avons réalisé quelque chose d'énorme, car on y a cru jusqu'au bout. Dans le vestiaire, des joueurs ne réalisaient pas encore ce qui s'est passé. Je remercie tous ceux qui ont contribué à cet exploit : sélectionneur, joueurs, président de la FAF. Nous sommes très heureux, d'autant plus qu'en ce moment nous savons que le peuple est sorti dans les rues pour fêter cette coupe. Ce trophée doit donner un coup de pouce à tout le pays, dans tous les domaines. Je demande de prendre en charge cette jeunesse qui peut réaliser des merveilles. Il y a des gens qui voulaient casser des joueurs comme moi et Belaïli. Les joueurs qui montent doivent être pris en considération. Je tire chapeau à Belmadi qui représente notre frère, notre père. Il a su comment nous motiver pour aller jusqu'au bout*».

- Rafik Halliche (défenseur Algérie) : «*Après presque 12 ans de carrière avec l'équipe nationale, j'ai pratiquement tout vécu : une qualification historique au Mondial 2014, une place de huitième-de-finaliste au Mondial-2014 et aujourd'hui cette CAN-2019. Je ne peux espérer mieux. J'ai vécu avec trois générations, les joueurs actuels ont tout l'avenir devant eux. On y a cru jusqu'au bout, on a mis du courage, nos efforts ont été récompensés. Ce qui se passe depuis quelque temps au pays nous a beaucoup motivés. Décrocher ce trophée pour la première fois à l'extérieur est historique. Concernant mon avenir, je compte m'arrêter bientôt et laisser la place aux jeunes*».

- Aïssa Mandi (défenseur Algérie) : «*C'est énorme ce qui nous arrive ce soir. Nous sommes très heureux et fiers de pouvoir procurer de la joie à notre peuple, ce n'est même pas la peine d'imaginer ce qui se déroule actuellement au bled. Je pense que nous méritons amplement cette CAN, au vu du parcours réalisé depuis le début. Les statistiques sont là pour le confirmer. Pour moi, c'est de loin le plus important moment de ma carrière*».

- Sofiane Feghouli (milieu offensif Algérie) : «*Remporter ce premier sacre en déplacement est une première dans l'histoire de l'équipe nationale, il ne faut pas l'oublier. On dédie ce trophée au peuple algérien qui mérite tous nos sacrifices, il va vivre des moments de joie, on joue pour lui*».

- Ramy Bensebaïni (défenseur Algérie) : «*Je n'ai pas de mots pour exprimer ma joie après ce magnifique sacre. Cette victoire est amplement méritée. Je tiens à remercier chaleureusement le peuple algérien qui nous a soutenus depuis le début du tournoi. Aujourd'hui, nous sommes champions d'Afrique, il faut savourer ces moments historiques*». **R. S.**

LE JOUR D'ALGERIE
Votre quotidien national
http://www.lejourdalgerie.com

Tissemsilt

De nombreuses habitations inondées par les pluies torrentielles

LES PLUIES torrentielles enregistrées dans la nuit devendredi à samedi, ont inondé plusieurs habitations du chef-lieu de la wilaya de Tissemsilt, a-t-on appris des services de la Protection civile.

Les eaux pluviales se sont infiltrées à l'intérieur de plusieurs habitations, situées en face du CEM Bouziane-Chérif de Tissemsilt, n'occasionnant toutefois aucun dégât humain.

Les intempéries ont également occasionné des difficultés dans la circulation automobile en raison de l'accumulation de grandes quantités d'eau dans les rues.

Les éléments de la Protection civile ont réussi, en collaboration avec des services de l'unité de l'Office national d'assainissement, à drainer les eaux et à rouvrir la voie à la circulation.

Par ailleurs, ces pluies torrentielles enregistrées dans la région n'ont causé aucun accident de la circulation sur le réseau routier de la wilaya, a-t-on assuré de même source.

Jamel K.

JM Oran du 25 juin au 5 juillet 2021

24 disciplines retenues pour la 19e édition

VINGT-QUATRE sports ont été finalement retenus dans le programme de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) à Oran, du 25 juin au 5 juillet 2021, a annoncé samedi à Oran, le président de la commission de coordination du comité international de ces jeux (CIJM).

Cette liste a été arrêtée après avoir éliminé quelques sports proposés par le comité d'organisation local lors de la précédente visite de la délégation de CIJM dans la capitale de l'Ouest, a indiqué le Français Bernard Amsalem lors d'une conférence de presse animée à Oran.

M. Amsalem fait partie d'une délégation du CIJM, présidée par le secrétaire général de cette instance le Grec Akovos Filippousis en visite, depuis jeudi, dans la capitale de l'Ouest et qui prend fin samedi.

«*Certains sports relevant des jeux de plages, à l'image du beach-volley et de l'aviron, ont été supprimés du programme initial des jeux. En revanche, nous avons donné notre feu vert pour le déroulement au cours de cette manifestation d'autres sports proposés, comme le rafle, sport équestre, basketball* (3x3), *ainsi que certaines disciplines en athlétisme*», a fait savoir le même responsable.

En outre, la proposition faite par le comité d'organisation concernant la date à retenir pour les JM d'Oran a été validée, a encore indiqué M. Amsalem, ajoutant que la 19e édition aura lieu ainsi entre le 25 juin et 5 juillet 2021, ce qui permet à la cérémonie de clôture de coïncider avec les fêtes de l'indépendance et de la jeunesse.

Voici par ailleurs la liste des sports inscrits pour JM-2021 : Athlétisme, badminton, basketball (3x3), rafle avec les boules, boxe (hommes), cyclisme, escrime, football, gymnastique, haltérophilie, handball, judo, karaté, lutte, natation, sport équestre, taekwondo, tennis, tennis de table, tir, tir à l'arc, voile, volley-ball et waterpolo.

Ghani Y.

Tunisie

Caïd Essebsi n'a pas paraphé les amendements à la loi électorale

LE PRÉSIDENT tunisien, Béji Caïd Essebsi, n'a pas paraphé les amendements modifiant et complétant la loi organique relative aux élections et référendums, votée par l'Assemblée des Représentants du Peuple le 18 juin dernier, a fait savoir son conseiller politique Noureddine Ben Ticha, samedi.

«*Le président n'a pas paraphé ladite loi parce qu'il refuse la logique de l'exclusion et les amendements taillés sur mesure pour certaines parties*», a précisé Ben Ticha dans une déclaration à l'agence TAP.

Les amendements en question allaient instaurer de nouveaux critères de la sélection des candidats à la présidentielle.

Le conseiller politique a souligné à cet égard que le président est le garant de la Constitution de janvier 2014 et de l'organisation d'élections libres et transparentes.

Ben Ticha a indiqué également que le président Essebsi est en bonne santé, comme en témoigne la déclaration adressée au peuple tunisien le 5 juillet à la suite de la signature du décret portant convocation du corps électoral.

R.M.

Trois morts en moins de 24h dans des plans d'eau à Médéa

La série des noyades s'allonge

■ *Certains estivants, notamment les enfants et les adolescents font fi des consignes des services de sécurité en s'aventurant dans des endroits risqués, tels les barrages, les retenues et les réserves d'eau. En moins de 24h, trois personnes se sont noyées dans des plans d'eau de la wilaya de Médéa, portant ainsi à huit le nombre de décès par noyade enregistrés depuis le début de la saison estivale.*

Par Louiza Ait Ramdane

Selon la Protection civile, deux jeunes, âgés à peine de 19 ans, se sont noyés, en fin d'après-midi de vendredi, dans un plan d'eau, destiné à l'irrigation, situé au lieu-dit «Oued-Hellaba» dans la commune de Souagui, à 65 km à l'est de Médéa.

Le corps inerte d'une femme, âgée de 38 ans, a été repêché, samedi matin, par des plongeurs de la Protection civile, au niveau d'une retenue collinaire, située dans la commune de Zoubiria, à 36 km au sud du chef-lieu de wilaya, a ajouté la même source.

Celle-ci précise qu'une fois alertés par la présence d'un corps flottant à la surface de ce plan d'eau, des sauveteurs de la Protection civile s'étaient déplacés rapidement sur les lieux, mais la victime avait déjà rendu l'âme. L'enquête diligentée par la Gendarmerie nationale devrait déterminer les circonstances exactes de cette noyade, a-t-on signalé. Aussi, la Protection civile fait savoir que durant les dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, six personnes sont décédées par noyade (2 en mer et 4 dans des réserves d'eau) selon un bilan de la Protection civile rendu public hier. Il s'agit d'une personne âgée de 35 ans, morte noyée dans une plage interdite dans la wilaya d'Alger et d'une autre, âgée de 49 ans, décédée noyée dans une plage interdite dans la wilaya de Jijel. Par ailleurs, deux adolescents, âgés de 19 ans chacun, sont décédés dans un barrage, dans la wilaya de Médéa, une personne de 31 ans est morte dans une mare d'eau dans la wilaya d'Illizi et une autre de 33 ans décédée dans une retenue collinaire dans la wilaya de Tipaza.

Depuis le début de la saison estivale qui a connu des pics de chaleur inhabituels, le nombre de victimes par noyades ne cesse de s'alourdir. Les fortes chaleurs qui continuent de sévir sur le pays incitent de plus en plus de gens à aller se baigner. Les jeunes en quête de fraîcheur, en ces jours de forte chaleur, ne se soucient guère des risques que représentent les endroits interdits à la baignade, tels les barrages, les retenues et les réserves d'eau. Les plus imprudents n'hésitent pas à braver les interdits, en allant se baigner dans les eaux des plages les plus dangereuses du pays.

Les statistiques de la Protection civile confirment ce constat alarmant qui démontre l'inconscience surtout des jeunes. En dépit des campagnes de sensibilisation menées par les services de la Protection civile, les cas de noyades ont tous été déclarés soit dans des zones non surveillées ou après les plages hors-horaires de surveillance. Ces gens sont poussés, vraisemblablement, par les fortes chaleurs, à plonger dans une mare d'eau, à défaut de plage. Ce phénomène ne cesse de se généraliser à travers le territoire national.

L. A. R.

Coupe d'Afrique

Nuit blanche chez les Béjaouis

La fête a duré toute la nuit à Béjaïa suite au sacre des Fennecs en Coupe d'Afrique des nations. Cela était prévisible d'autant que la fête a déjà commencé plusieurs jours avant dès la demi-finale ou les quarts de finale même. L'angoisse s'est emparée des Béjaouis pendant 94mn soit, le temps qu'a duré la rencontre qui a été plus tactique pour le Onze national qui menait 1 à zéro car il était dominé par les assauts, sans succès, du Onze sénégalais. La liesse s'est emparée du public dès le début de la rencontre et le but inscrit par Baghdad Bounedjah. Dès le coup de sifflet final du match et la victoire du onze national tout le monde s'est libéré ; tout le monde a respiré un grand off de soulagement. Ce sacre a été fortement célébré aux quatre coins de la wilaya. Les Béjaouis qui ont suivi la rencontre un peu partout sur des écrans géants notamment, sur l'esplanade de la maison de la culture ou sur leurs petits écrans, dans les cafés entre amis ont envahi les rues à pied en voitures, en motos, en camions, etc. Drapés de l'emblème national ou portant les maillots des joueurs, des milliers de supporteurs ou des dizaines de milliers voire plus ont laissé éclater leur joie par des chants et cris d'hystérie. «Hé ! viva l'Algérie yetnahaw gaâ», scandaient des jeunes fêtards un peu partout notamment, dans la ville de Yema Gouraya. La ville de Yema Gouraya a vécu une nuit exceptionnelle comme d'ailleurs toutes les villes de la wilaya, Akbou, Sidi-Aïch, Amizour, Kherrata,Tazmalt. Des cortèges de voitures ont défilé toute la nuit. Klaxons, fumigènes, feu d'artifice ont envahi le ciel de la ville. La fête devait se poursuivre hier encore et peut être demain aussi.

H. Cherfa